

Pays : Hongrie

Commission : Agriculture et Développement rural

Problématique : Quel avenir pour l'agriculture européenne face aux transitions écologique, économique et géopolitique ?

Texte de Politique Générale

Introduction

La Hongrie est un État membre de l'Union européenne depuis 2004. Le gouvernement actuel, dirigé par le Premier ministre Viktor Orbán, attache une importance particulière à l'agriculture en tant que secteur vital pour l'économie nationale et la cohésion sociale des zones rurales. Dans le contexte des défis agricoles contemporains — notamment le changement climatique, les fluctuations des marchés mondiaux et les évolutions de la politique commerciale de l'UE — la commission se penche sur les stratégies permettant de concilier compétitivité économique, durabilité environnementale et sécurité alimentaire.

La problématique de cette commission porte sur l'avenir de l'agriculture européenne face aux transitions écologique et économique ainsi qu'au contexte géopolitique marqué par l'impact de la guerre en Ukraine et les flux d'importations agricoles. Ces enjeux concernent directement la Hongrie, pays à forte tradition agricole, qui recherche des solutions équilibrées pour protéger ses agriculteurs et son marché intérieur.

Enjeux agricoles et données clés pour la Hongrie

Selon les statistiques officielles, l'agriculture hongroise reste un secteur structurant :

- En 2024, l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont représenté environ 2,8 % de la valeur ajoutée brute nationale, au-dessus de la moyenne de l'Union européenne ($\approx 1,6$ %), et la Hongrie est l'un des principaux producteurs de tournesol de l'UE avec 1,8 million de tonnes produites.
- Le pays compte environ 430 000 agriculteurs, et près de 5,3 millions d'hectares de terres sont consacrés à l'agriculture, regroupant une part importante de la population rurale (≈ 3 millions de personnes).
- L'agriculture hongroise contribue à 9,1 % des exportations nationales et reste un secteur largement exportateur.
- Cependant, la production agricole totale a connu une baisse récente liée à des conditions climatiques difficiles, avec un recul de la production et de la valeur totale de sortie en 2024 par rapport à l'année précédente.

Position de la Hongrie par rapport à la problématique

La Hongrie adopte une position claire et ferme sur plusieurs points fondamentaux :

1. **Maintien d'une PAC forte et équitable :** la Politique agricole commune doit continuer à protéger les agriculteurs européens, avec un financement suffisant pour garantir la stabilité des revenus agricoles et encourager les pratiques durables, tout en tenant compte des spécificités nationales de chaque État membre.
2. **Protection contre les distorsions de marché :** la Hongrie insiste sur la nécessité de mesures efficaces face à l'augmentation des importations agricoles provenant d'États tiers ou de pays voisins en conflit. Par exemple, des flux importants de produits agricoles en provenance d'Ukraine ont perturbé les marchés locaux, diminué les prix et mis en difficulté les producteurs hongrois.

3. Application flexible des normes écologiques : tout en soutenant des objectifs environnementaux ambitieux, la Hongrie estime que ces exigences doivent être compatibles avec la viabilité économique des exploitations, en particulier pour les petites et moyennes fermes.
4. Promotion de la souveraineté alimentaire : la sécurité alimentaire demeure un objectif majeur, surtout face à l'instabilité des chaînes d'approvisionnement mondiale.

Mesures adoptées et propositions concrètes

La Hongrie a déjà engagé plusieurs mesures pour soutenir son secteur agricole :

- Indemnisation des agriculteurs affectés par les importations : Bruxelles a approuvé des compensations de 6 milliards de forints (≈15,8 millions d'euros) pour les producteurs de maïs affectés par la hausse des importations de céréales ukrainiennes.
- Interdictions et restrictions nationales d'importation de produits agricoles ukrainiens ont été maintenues pour protéger les marchés domestiques tout en restant conformes au cadre juridique de l'UE.

Pour l'avenir, la Hongrie propose notamment :

- La mise en place de mécanismes européens automatiques de réaction en cas d'importations excessives menaçant les marchés agricoles ;
- Une révision des règles de la PAC pour mieux intégrer les réalités économiques des agriculteurs de l'Europe centrale et orientale ;
- Un renforcement des programmes d'investissement pour la modernisation des exploitations, la transition vers une agriculture plus résiliente et des incitations à l'adoption de technologies innovantes.

Conclusion

La Hongrie réaffirme son engagement en faveur d'une agriculture européenne solide, durable et équitable. Notre pays considère que la coexistence d'objectifs environnementaux ambitieux et de la protection des agriculteurs est possible, mais requiert une approche équilibrée au niveau de l'Union européenne. La Hongrie défend une position plutôt euro-pragmatique, cherchant à concilier coopération européenne et préservation des intérêts nationaux agricoles, et continuera de plaider pour des solutions concrètes et efficaces au sein de cette commission.